

**PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE LAMARCHE  
MRC LAC-SAINT-JEAN-EST**

**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Lamarche tenue le mardi 6 septembre 2022 à 19h00, à la salle du conseil municipal sous la présidence de M. Michel Bergeron, maire, et à laquelle il y a quorum légal.

**SONT PRÉSENTS**

Messieurs les conseillers Jean-Pierre Ménard, Lucien Boily et Jean-Denis Morel

**EST ABSENTE**

Madame la conseillère Chantal Laporte  
Monsieur le conseiller Dany Boucher

**EST ÉGALEMENT PRÉSENT :**

M. Hendrick M. Larouche, directeur général

**1. MOT DE BIENVENUE ET OUVERTURE DE LA SÉANCE**

La séance est ouverte à 19h00 par M. Michel Bergeron, maire.

**147-09-22 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

**II EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**ET RÉSOLU**

**D'ADOPTER** l'ordre du jour tel que lu par M. Hendrick M. Larouche, directeur général

**ORDRE DU JOUR**

1. *Mot de bienvenue*
2. *Lecture et adoption de l'ordre du jour*
3. *Exemption de lire les minutes et adoption des procès-verbaux de la séance ordinaire du 1<sup>er</sup> août 2022 et de la séance extraordinaire du 8 août 2022*
4. **ADMINISTRATION**
  - 4.1. *Acceptation de la liste des comptes à payer, des comptes payés et des salaires pour le mois d'août 2022*
5. **RÉSOLUTIONS**
  - 5.1 *Bornes de recharge pour véhicules électriques*
  - 5.2 *Avis de motion du règlement 2022-26 concernant l'agrandissement de la zone Rv2 à même la zone Fb2, modifiant le règlement de zonage 125-2007*
  - 5.3 *Dépôt et adoption du premier projet de règlement 2022-26 concernant l'agrandissement de la zone Rv2 à même la zone Fb2, modifiant le règlement de zonage 125-2007*
  - 5.4 *Subvention au programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM) pour le garage municipal*
  - 5.5 *Dépôt des certificats relatif au déroulement et au résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter,*
  - 5.6 *Frais de cellulaire du directeur général*
  - 5.7 *Lac Miquet*
  - 5.8 *Aide financière pour projets locaux de vitalisation- FRR volet 4*

- 5.9 *Signature entente 9-1-1*
- 5.10 *Dérogation mineure – 230 Pointe Savinsky*
- 5.11 *Dérogation mineure – 12 Lac Rémi*
- 5.12 *Dérogation mineure – 2 Pointe Simard*
- 5.13 *Mandater une firme spécialisée en urbanisme et en inspection municipale*
- 5.14 *Autorisation des travaux d'installation de la fibre – Digicom*
- 5.15 *Demande de salle gratuite pour la session d'automne de yoga*
- 5.16 *Entente intermunicipale relative à la réalisation de travaux de réfection des routes de la Boulonnière et du 9<sup>e</sup> Rang Ouest entre la municipalité de Lamarche, la municipalité de L'Ascension de Notre Seigneur et la municipalité de Labrecque*
- 5.17 *Programme d'aide à la voirie locale – Volet redressement et accélération – réfection des infrastructures du chemin de la Boulonnière et du 9<sup>e</sup> Rang Ouest sur une longueur de 14 410 mètres*
- 5.18 *Autoriser le directeur général à effectuer les remplacements de l'inspecteur municipal*
- 5.19 *Évaluation du plan d'aménagement de l'édifice municipal*
- 5.20 *Renouvellement des assurances collectives*

#### **6. RAPPORT**

- 6.1 *Rapport du maire :*  
*- lavage des bateaux*

#### **7. COURRIER / INVITATION**

#### **8. AFFAIRES NOUVELLES**

#### **9. PÉRIODE DE QUESTIONS**

#### **10. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

### **148-09-22 3. EXEMPTION DE LIRE LES MINUTES ET ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2022 ET DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 8 AOÛT 2022**

Le directeur général dépose les procès-verbaux et demande simultanément dispense de lecture, les membres du conseil municipal en ayant reçu copie au moins quarante-huit heures avant la présente séance.

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**ET RÉSOLU**

**QUE** les procès-verbaux de la séance ordinaire du 1<sup>er</sup> août 2022 et de la séance extraordinaire du 8 août 2022 soient adoptés tels que déposés.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

#### **4. ADMINISTRATION**

### **149-09-22 4.1. ACCEPTATION DE LA LISTE DES COMPTES À PAYER, DES COMPTES PAYÉS ET DES SALAIRES POUR LE MOIS D'AOÛT 2022**

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**ET RÉSOLU**

D'accepter les comptes suivants :

<b>Comptes à payer :</b>	<b>35 071.78 \$</b>
<b>Comptes payés :</b>	<b>160 847.77 \$</b>
<b>Total des salaires des employés et élus :</b>	<b>32 707.02 \$</b>
<b><u>Grand Total :</u></b>	<b><u>228 626.57\$</u></b>

### **CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DES CRÉDITS**

Je soussignée, Hendrick M. Larouche, directeur général, certifie, conformément à l'article 961 du Code municipal du Québec, que les crédits nécessaires à ces dépenses sont suffisants aux postes budgétaires concernés.

---

Hendrick M. Larouche, directeur général

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

### **5. RÉOLUTIONS À ADOPTER**

#### **150-09-22 5.1. BORNE ÉLECTRIQUE**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal de Lamarche désire faire installer des bornes de recharge électrique pour les citoyens et les visiteurs de la municipalité;

**CONSIDÉRANT QUE** des programmes subventions visant l'installation de bornes de recharge sont disponibles pour les municipalités du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** les projets qui seront retenus pour l'obtention d'une subvention seront sélectionnés sur présentations des coûts;

**CONSIDÉRANT QUE** le montant accordé par la subvention est de 12 000\$ par bornes, soit un total de 48 000\$ pour les quatre bornes;

**CONSIDÉRANT** la soumission reçue des Électriciens du Nord datée du 29 août 2022 pour l'installation de quatre (4) bollards;

**CONSIDÉRANT QU'**Hydro-Québec développe et exploite un réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques, connu sous le nom de Circuit électrique;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Lamarche désire devenir partenaire du Circuit électrique;

**CONSIDÉRANT QU'**une entente de partenariat pour le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques devra être signée avec Hydro-Québec;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel

**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**QUE** le conseil municipal désire déposer une demande de subvention dans le cadre du programme de subvention pour l'installation de bornes de recharge.

**QUE** le conseil autorise l'achat de deux (2) bornes doubles au prix de 8 132\$ chacune, pour un total de 16 264\$ au fournisseur autorisé par Hydro-Québec et le Circuit électrique.

**QUE** le conseil accepte la soumission de l'entreprise Les électriciens du Nord totalisant 24 800\$, pour l'installation de 4 bornes de recharge (bollards), conditionnels à l'obtention de la subvention.

**QUE** le conseil mandate M. le Maire, Michel Bergeron et le directeur général, Hendrick M. Larouche a signé l'entente de partenariat avec Hydro-Québec si notre demande est acceptée.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**5.2. AVIS DE MOTION DU RÈGLEMENT 2022-26 CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT DE LA ZONE RV2 À MÊME LA ZONE FB2, MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 125-2007**

Je soussigné, monsieur Lucien Boily, conseiller # 1, de la Municipalité de Lamarche, donne avis qu'il sera présenté à une séance subséquente de ce Conseil, tenue à un jour ultérieur, le règlement numéro 2022-26 concernant l'agrandissement de la zone Rv2 à même la zone Fb2, modification le règlement de zonage 125-2007

\_\_\_\_\_  
M. Lucien Boily  
Conseiller

\_\_\_\_\_  
M. Hendrick M. Larouche  
Directeur général

150.1-09-22

**5.3.DÉPÔT ET ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT 2022-26 CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT DE LA ZONE RV2 À MÊME LA ZONE FB2, MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 125-2007**

**CONSIDÉRANT QUE** le comité consultatif d'urbanisme a reçu une demande de modification au plan de zonage en vue de prévoir des dispositions visant à agrandir les limites de la zone Rv2 à même une partie de la zone Fb2 ;

**CONSIDÉRANT QUE** le comité consultatif d'urbanisme recommande à la Municipalité de procéder à la modification proposée par le règlement 2022-26 au plan de zonage numéro 125-2007 libellé comme suit :

Premier projet de règlement numéro 2022-26 modifiant le règlement de zonage 125-2007 afin d'agrandir la zone Rv2 à même la zone Fb2. Cet agrandissement se décrit comme suit :

La zone Rv2 s'agrandit à même la zone Fb2. Les lots numéro 5 849 735, 6 477 354, 6 477 853, 6 495 893, 6 495 894, 6 495 895, 5 849 750 et 5 851 359 font partie entièrement ou partiellement de l'agrandissement de la zone Rv2.

Figure 1. Croquis du zonage projeté



Figure 2 : Croquis zonage existant



**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal adopte le présent projet de règlement portant le numéro 2022-26 lequel décrète et statue ce qui suit :

**ARTICLE 1 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante à toutes fins que de droit.

**ARTICLE 2 MODIFICATION DU PLAN DE ZONAGE POUR AGRANDIR LA ZONE RV2 DANS UNE PARTIE DE LA ZONE FB2**

La figure 2, croquis zonage existant, est modifiée pour agrandir la zone Fb2 dans une partie de la zone Fb2.

Le tout tel que démontré à la figure 1, croquis zonage projeté qui démontre l'agrandissement de la zone Rv2, annexés au présent règlement pour en faire partie intégrante.

**ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la loi.

**151-09-22** **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**  
**5.4 SUBVENTION AU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR LES BÂTIMENTS MUNICIPAUX (PRABAM) POUR LE GARAGE MUNICIPAL**

**CONSIDÉRANT QUE** des travaux doivent être réalisés à notre bâtiment municipal, soit le garage sis au 233, rue Principale à Lamarche;

**CONSIDÉRANT QUE** les travaux visant à l'amélioration de l'état physique de cette infrastructure en procédant à la modification du garage municipal;

**CONSIDÉRANT QUE** des invitations de soumissionner doivent être envoyées pour des demandes de coûts des travaux;

**CONSIDÉRANT QUE** les dépenses reliées au garage municipal sont admissibles au programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM);

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel

**ET RÉSOLU**

**QUE** les élus de la Municipalité de Lamarche mandatent le directeur général, M, Hendrick M. Larouche à procéder l'appel d'offres sur invitation auprès des entrepreneurs suivants :

- Construction Michel Ouellet
- Construction Maxime Roy
- Construction Jonat inc.
- Construction Rovic

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**152-09-22** **5.5 DÉPÔT DES CERTIFICATS RELATIF AU DÉROULEMENT ET AU RÉSULTAT DE LA PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABLES À VOTER**

**CONSIDÉRANT** la tenue du registre des personnes habiles à voter le 11 août 2022, pour le règlement numéro 2022-25;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean Denis Morel  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily

**QUE** le conseil municipal de la Municipalité de Lamarche prenne connaissance du dépôt des certificats relatif au déroulement et au résultat de la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter pour le règlement numéro 2022-25.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**153-09-22** **5.6. FRAIS DE CELLULAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**CONSIDÉRANT QUE** les moyens de communication téléphonique se font fréquemment aux moyens de cellulaire téléphoniques;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité n'offre pas au personnel un cellulaire pour les communications;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** les élus.es acceptent de défrayer un montant équivalent à 50% du forfait cellulaire mensuel actuel du directeur général, M. Hendrick M. Larouche pour l'utilisation de son téléphone cellulaire personnel sur présentation des factures de son compte de ses frais de cellulaire.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**154-09-22** **5.7 LAC MIQUET**

**CONSIDÉRANT** les coûts d'entretien exorbitants du chemin actuel au Lac Miquet;

**CONSIDÉRANT** les problèmes de circulation dans ce secteur;

**CONSIDÉRANT QUE** les citoyens qui demeurent au Lac Miquet sont enclavés;

**CONSIDÉRANT** la possibilité d'aménager et d'exploiter un nouveau tracé de chemin en passant par la rue des Îles;

**CONSIDÉRANT QUE** le nouveau tracé de chemin permettrait de rendre l'accessibilité pour l'exploitation forestière des terres publiques intramunicipales (TPI) autour du Lac Miquet;

**CONSIDÉRANT QUE** la MRC de Lac-Saint-Jean-Est fera circuler les entrepreneurs par ce tracé pour les travaux du plan d'aménagement forestier intégré opérationnel (PAFIO);

**CONSIDÉRANT QUE** la cession dudit chemin sera faite à la MRC Lac-Saint-Jean-Est;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal demande à la MRC d'étudier et de supporter la Municipalité de Lamarche dans les démarches qui permettront de corriger les problématiques actuelles du chemin Lac Miquet.

**QUE** le conseil mandate M. Hendrick Larouche, directeur général, pour aller rencontrer la MRC de Lac-Saint-Jean-Est à propos de ce dossier.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**155-09-22** **5.8 AIDE FINANCIÈRE POUR PROJETS LOCAUX DE VITALISATION – FRR VOLET 4**

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Lamarche désire aménager et continuer la réalisation du parc intergénérationnel situé au cœur du village;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet d'ajout de terrains de pickleball et de palet américain au parc intergénérationnel permettra aux citoyens ou aux visiteurs de tous les âges de se divertir;

**CONSIDÉRANT QUE** le jeu de palet américain permet aux personnes avec mobilité réduite de bouger et d'être incluses dans les activités et infrastructures du village;

**CONSIDÉRANT QUE** l'activité de pickleball est en pleine effervescence et que ce sport rejoint une clientèle variée;

**CONSIDÉRANT QUE** des subventions sont disponibles au Fond des régions et ruralités (FRR);

**CONSIDÉRANT QUE** la proximité de l'école ajoute à l'offre de service pour nos étudiants;

**CONSIDÉRANT** l'investissement de base pour réaliser le projet est raisonnable;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel

**ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

**QUE** le conseil autorise le directeur général à procéder pour inclure le projet de terrains de pickleball et de palet américain dans la demande de FRR volet4.

**QUE** le conseil approuve le projet et mandate le directeur général, M. Hendrick M. Larouche à signer tout document en lien avec le projet et la demande d'aide financière.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**156-09-22    5.9 SIGNATURE ENTENTE 9-1-1**

**CONSIDÉRANT QUE** pour le 9-1-1 de prochaine génération une entente doit être signée avec Bell en tant que fournisseur de réseau 9-1-1 désigné par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) pour le Québec, l'Ontario, le Manitoba et les provinces de l'Atlantique;

**CONSIDÉRANT QUE** cette nouvelle entente est nécessaire pour que Bell puisse fournir les services 9-1-1PG dans notre municipalité;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité doit signer et approuver la nouvelle entente;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal autorise le directeur général à signer l'entente.

**QUE** le conseil municipal approuve la nouvelle entente.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**157-09-22    5.10. DÉROGATION MINEURE – 230 POINTE SAVINSKY**

**CONSIDÉRANT QUE** conformément aux dispositions de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi qu'aux exigences du règlement numéro 132-2007, concernant les dérogations mineures, le conseil municipal doit statuer sur la dérogation mineure sollicitée par monsieur Réal Savinsky, propriétaire du 230 Pointe Savinsky;

**CONSIDÉRANT QUE** le propriétaire désire régulariser sa résidence implantée, mais non conforme à la réglementation;

**CONSIDÉRANT QU'À** la suite de la préparation d'un certificat de localisation de l'arpenteur sa résidence est implantée à 12.11 mètres de la bande riveraine et que le garage est implanté à 11.87 mètres de la bande riveraine et que le règlement de zonage numéro 125-2007, article # 9.1.1 exige que toute construction soit implantée à un minimum de 15 mètres de la bande riveraine ;

**CONSIDÉRANT QUE** la norme provinciale permet dans ce cas les constructions dans une bande de 10 mètres quand la pente est de moins de 30 % et qu'elle est moins restrictive que la norme municipale;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation n'affecte pas la jouissance des propriétés voisines;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation mineure respecte les orientations et les objectifs du plan d'urbanisme de la Municipalité de Lamarche et a été publiée dans le journal *Le Lac-Saint-Jean*;

**CONSIDÉRANT QUE** les membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) recommandent l'acceptation de la dérogation mineure;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard



**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal accepte la recommandation du CCU et approuve la dérogation mineure.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**158-09-22 5.11. DÉROGATION MINEURE – 12 LAC RÉMI**

**CONSIDÉRANT QUE** conformément aux dispositions de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi qu'aux exigences du règlement numéro 132-2007, concernant les dérogations mineures, le conseil municipal doit statuer sur la dérogation mineure sollicitée par monsieur Martin Lachance, propriétaire du 12 Lac Rémi;

**CONSIDÉRANT QUE** le propriétaire désire régulariser la situation de sa résidence déjà existante, mais non conforme à la réglementation;

**CONSIDÉRANT QU'**à la suite de la préparation d'un certificat de localisation de l'arpenteur, la résidence est implantée à 12.98 mètres de la bande riveraine, le patio de sa résidence est implanté à 10.95 mètres de la bande riveraine et que le garage est implanté à 14.3 mètres de la bande riveraine et que le règlement de zonage # 125-2007 article # 9.1.1 exige que toute construction soit implantée à un minimum de 15 mètres de la bande riveraine;

**CONSIDÉRANT QUE** la norme provinciale permet dans ce cas les constructions dans une bande de 10 mètres quand la pente est de moins de 30 % et qu'elle est moins restrictive que la norme municipale;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation n'affecte pas la jouissance des propriétés voisines;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation mineure respecte les orientations et les objectifs du plan d'urbanisme de la Municipalité de Lamarche et a été publiée dans le journal *Le Lac-Saint-Jean*;

**CONSIDÉRANT QUE** les membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) recommandent l'acceptation de la dérogation mineure;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal accepte la recommandation du CCU et approuve la dérogation mineure.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**159-09-22 5.12. DÉROGATION MINEURE – 2 POINTE-SIMARD**

**CONSIDÉRANT QUE** conformément aux dispositions de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi qu'aux exigences du règlement numéro 132-2007, concernant les dérogations mineures, le conseil municipal doit statuer sur la dérogation mineure sollicitée par monsieur Florent Lambert propriétaires du 2 Pointe-Simard;

**CONSIDÉRANT QUE** le propriétaire désire régulariser la situation de sa résidence existante, mais non conforme à la réglementation;

**CONSIDÉRANT QU'À** la suite de la préparation d'un certificat de localisation de l'arpenteur, sa résidence est implantée à 1.86 mètre de la limite du terrain en coté latérale droite et que le règlement de zonage # 125-2007 article # 10.2.2.1 exige que le bâtiment principal soit implanté à un minimum de 2.1 mètres pour une cour latérale;

**CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation n'affecte pas la jouissance des propriétés voisines;

**CONSIDÉRANT QUE** le propriétaire ne peut pas acheter du terrain pour se conformer;

**CONSIDÉRANT QUE** la dérogation mineure respecte les orientations et les objectifs du plan d'urbanisme de la Municipalité de Lamarche et a été publiée dans le journal *Le Lac-Saint-Jean*;

**CONSIDÉRANT QUE** les membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) recommandent l'acceptation de la dérogation mineure;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily

**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal accepte la recommandation du CCU et approuve la dérogation mineure.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**160-09-22** **5.13 MANDATER UNE FIRME SPÉCIALISÉE EN URBANISME ET EN INSPECTION MUNICIPALE**

**CONSIDÉRANT QUE** l'augmentation de la demande pour des permis de constructions, de rénovation de lotissement ou autres;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité engage M. Alain Gauthier, seulement, une journée semaine;

**CONSIDÉRANT QUE** M. Gauthier est complètement débordé de travail;

**CONSIDÉRANT QU'**il y a des compagnies spécialisées qui offrent des partenariats avec les municipalités pour offrir des services d'inspection municipale et des services d'urbanisme;

**CONSIDÉRANT** les soumissions de prix demandées auprès de deux compagnies qui offrent tous ses services;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal accepte de mandater la compagnie GESTIM au tarif horaire de 70\$ de l'heure et le paiement des frais de déplacement à 0.55\$/km pour qu'elle effectue les mandats suivants :

- Appliquer les règlements d'urbanisme de la Municipalité de Lamarche;
- Émettre les permis et certificats, en faire le suivi;
- Répondre aux demandes d'information sur la réglementation;
- Recevoir et gérer les plaintes relevant de l'inspection municipale;
- Offrir du support de toute l'équipe de GESTIM en tout temps, et ce sans frais supplémentaires.

**QUE** le conseil octroie un contrat de quatre (4) mois, de septembre à décembre 2022, à raison de sept (7) heures par semaine.

**QUE** l'offre se résume à la délégation d'une personne en télétravail.

**QUE** la personne désignée pour bénéficier du support est le directeur général, M. Hendrick M. Larouche et en son absence la directrice générale adjointe, Mme Annick Lachance.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**161-09-22** **5.14 AUTORISATION DES TRAVAUX D'INSTALLATION DE LA FIBRE - DIGICOM**

**CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement a lancé l'Opération haute vitesse en 2021 qui vise à procurer une couverture internet à tous les foyers québécois;

**CONSIDÉRANT QUE** la compagnie Digicom a été mandatée pour procéder à l'installation de la fibre;

**CONSIDÉRANT** les plans du parcours de la fibre à enfouir, présentés à la Municipalité;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal autorise la compagnie Digicom à procéder à l'implantation de la fibre.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**162-09-22** **5.15. DEMANDE DE SALLE GRATUITE POUR LA SESSION D'AUTOMNE DE YOGA**

**CONSIDÉRANT** la demande de salle gratuite de Mme Hélène Fleury, professeure de yoga pour l'automne 2022;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil accorde la salle gratuitement pour les cours de yoga les mardis soir, de 19h00 à 20h15, du 27 septembre au 6 décembre 2022.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**163-09-22** **5.16. ENTENTE INTERMUNICIPALE RELATIVE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION DES ROUTES DE LA BOULONNERIE ET DU 9<sup>E</sup> RANG OUEST ENTRE LA MUNICIPALITÉ DE LAMARCHE, LA MUNICIPALITÉ DE L'ASCENSION DE NOTRE-SEIGNEUR ET LA MUNICIPALITÉ DE LABRECQUE**

**ATTENDU** que le chemin de la Boulonnière est situé en partie sur le territoire de Lamarche et est en partie divisé par ce territoire et les territoires de L'Ascension-de-Notre-Seigneur et de Labrecque ;

**ATTENDU** qu'il y a lieu de réaliser des travaux de réfection des routes de la Boulonnière et du 9<sup>e</sup> Rang Ouest ;

**ATTENDU** que la Municipalité de Lamarche, la Municipalité de L'Ascension-de-Notre-Seigneur et la Municipalité de Labrecque désirent se prévaloir des articles 569 et suivants du *Code municipal du Québec (RLRQ c. C-27.1)* pour conclure une entente intermunicipale visant la réalisation de travaux de réfection des routes de la Boulonnière et du 9<sup>e</sup> Rang Ouest sur les territoires des municipalités ;

**POUR CES MOTIFS :**

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel

**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily

## **ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil municipal de la municipalité de Lamarche autorise la conclusion d'une entente intermunicipale visant la réalisation de travaux de réfection des routes de la Boulonnaire et du 9<sup>e</sup> Rang Ouest avec les Municipalités de L'Ascension de Notre-Seigneur et de Labrecque ;

**QUE** le conseil municipal autorise le maire, M. Michel Bergeron, et le directeur général, M. Hendrick Martel-Larouche à signer ladite entente, avec ou sans modifications utiles, de même que tout document pour donner effet aux présentes.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**164-09-22** **5.17. PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE – VOLET REDRESSEMENT ET ACCÉLÉRATION – RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES DU CHEMIN DE LA BOULONNIÈRE ET DU 9<sup>E</sup> RANG OUEST SUR UNE LONGUEUR DE 14 410 MÈTRES**

**ATTENDU QUE** la municipalité de Lamarche a pris connaissance des modalités d'application du volet Accélération des investissements sur le réseau routier local (AIRRL) du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL);

**ATTENDU QUE** la municipalité de Lamarche désire présenter une demande d'aide financière au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MINISTÈRE) pour la réalisation de travaux admissibles dans le cadre du volet AIRRL du PAVL ;

**ATTENDU QUE** la municipalité de Lamarche s'engage à obtenir le financement nécessaire à la réalisation de l'ensemble du projet, incluant la part du MINISTÈRE ;

**ATTENDU QUE** seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière ;

**ATTENDU QUE** la municipalité de Lamarche choisit d'établir la source de calcul de l'aide financière selon l'option suivante :

- X l'estimation détaillée du coût des travaux;
  - l'offre de services détaillant les coûts (gré à gré);
  - le bordereau de soumission de l'entrepreneur retenu
- (appel d'offres).

**ATTENDU QUE** le chargé de projet de la Municipalité, M. Hendrick Martel-Larouche agit à titre de représentant de cette dernière auprès du Ministère dans le cadre de ce dossier.

**POUR CES MOTIFS :**

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel,

**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil de la municipalité de Lamarche autorise la présentation d'une demande d'aide financière pour les travaux admissibles, confirme son engagement à faire réaliser les travaux selon les modalités établies et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.

**QUE** le conseil de la municipalité de Lamarche autorise la présentation d'une demande d'aide financière pour les travaux admissibles, confirme son engagement à faire réaliser les travaux selon les modalités d'application en vigueur et certifie que Monsieur Hendrick Larouche, directeur général est dûment autorisé à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministère des Transports et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**165-09-22** **5.18. AUTORISER LE DIRECTEUR GÉNÉRAL À EFFECTUER LES REMPLACEMENTS DE L'INSPECTEUR MUNICIPAL**

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil municipal juge approprié que le directeur général puisse remplacer l'inspecteur municipal, durant ces absences;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily

**ET RÉSOLU**

**QUE** le conseil autorise le directeur général a effectué le remplacement de l'inspecteur municipal durant ces absences.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**166-09-22** **5.19. RÉAMÉNAGEMENT DE L'ÉDIFICE MUNICIPAL**

**CONSIDÉRANT QUE** le réaménagement de l'édifice municipal est indispensable;

**CONSIDÉRANT QUE** les différents développements et l'étalement urbain rendent nos besoins en infrastructure incendie grandissant;

**CONSIDÉRANT** les besoins des bureaux administratifs sont grandissants;

**CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité veut récupérer les pertes d'espaces et maximiser l'utilisation de l'édifice;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Denis Morel  
**ET RÉSOLU**

**QUE** les élus de la Municipalité de Lamarche mandatent le directeur général, M, Hendrick M. Larouche à procéder aux demandes de soumissions sur invitation après des firmes d'architectures suivantes, pour faire l'évaluation du plan d'aménagement de l'édifice municipal:

- Atsh inc.
- Pôle architecture
- Groupe EPA
- Gosselin et Fortin inc.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**167-09-22 5.20 RENOUVELLEMENT DE L'ASSURANCE COLLECTIVE DES EMPLOYÉS.ES DE LA MUNICIPALITÉ**

**ATTENDU QUE** le contrat d'assurances collectives des employés(es), sous la gestion de la compagnie Financière Manuvie – Groupe Financier AGA, portant le numéro de police 125905, groupe 5373, doit être renouvelé en date du 1<sup>er</sup> octobre 2022;

**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Jean-Pierre Ménard  
**APPUYÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**ET RÉSOLU**

**DE SIGNER** le renouvellement des assurances collectives des employés(es) de la Municipalité de Lamarche avec le Groupe Financier AGA, police #125905, GROUPE 5373, renouvellement en date du 1 octobre 2022.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLES.ÈRES**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

**6.RAPPORT**

6.17. Rapport du maire :  
- lavage des bateaux

**7.COURRIER**

**8. AFFAIRES NOUVELLES**

**9. PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions débute à 19h47 et se termine à 20h23

**168-09-22 10. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

Les points à l'ordre du jour étant épuisés;

**EN CONSÉQUENCE,**  
**IL EST PROPOSÉ PAR** monsieur le conseiller Lucien Boily  
**RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

**QUE** la séance soit levée. Il est 20h24.

Nous soussignés, Monsieur Michel Bergeron, maire à la municipalité de Lamarche et M. Hendrick Martel-Larouche, directeur général et greffier-trésorier ayant signés le présent procès-verbal, reconnaissons et considérons avoir signé toutes les résolutions qu'y sont contenues.

---

Monsieur Michel Bergeron maire

---

M. Hendrick Martel-Larouche, directeur général et greffier-trésorier